

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 174 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2951 - Prix : 1€

## Trump, Poutine, Macron...

# Brigandage aux dépens des peuples



**Sidelec : patrons et responsables pris les mains dans la prise !**

Page 5

**EDF Réunion : les vœux intéressés du chef de centre**

Page 9

**Mayotte : Une aide insuffisante et qui est détournée**

Page 12

## Alliance atlantique ou européenne : même brigandage

La réconciliation spectaculaire de Trump avec Poutine, sur le dos des Ukrainiens, sidère nombre de commentateurs. Les dirigeants européens se sentent lâchés par la première puissance impérialiste.

Faisant mine de compter dans ce jeu, alors que la France est une puissance de seconde zone, Macron s'agite. Prétendant que la Russie serait une menace existentielle pour l'Europe, il se pose en chef de guerre, prêt à envoyer des troupes en Ukraine et surtout à doubler les dépenses militaires.

Pour dégager ces 60 ou 80 milliards d'euros supplémentaires qui viendront remplir les coffres de Thales, Dassault et autres marchands de canons, Macron le dit sans fard : « On va devoir revisiter nos priorités nationales. » Autrement dit, les milliards supplémentaires pour l'armée seront pris sur les logements, les écoles, les hôpitaux... Le passage à l'économie de guerre justifiera de rallonger le temps de travail, reporter l'âge de départ à la retraite, supprimer des jours de congés. Macron a d'ailleurs vanté le Danemark, où le départ en retraite va être porté à 70 ans pour financer l'armée.

Il a pourtant trouvé le soutien immédiat de tous les partis, ceux de gauche en tête : Bompard, pour LFI, s'est félicité que « le président utilise le terme de non-alignement » tandis que Roussel, du PCF, répète que « la France doit faire entendre sa voix ». Au nom de la défense de la souveraineté nationale, ces politiciens se mettent au garde-à-vous devant les généraux et les marchands de canons. Ils participent par avance à l'union nationale pour la guerre.

Face à la volonté de domination américaine affirmée avec le cynisme et la brutalité d'un Trump, les dirigeants européens tentent de se faire passer pour les gardiens des valeurs démocratiques. Mais c'est une posture hypocrite et mensongère.

De l'Afrique au Moyen-Orient, ils n'ont cessé de se répartir des zones d'influence, de fomenter des guerres, de tailler des frontières au milieu des peuples ou de soutenir des dictateurs qui leur étaient utiles, avant de les lâcher du jour au lendemain.

S'ils s'offusquent parce que les brigands Trump et Poutine se réconcilient pour se partager les richesses de l'Ukraine, c'est uniquement parce qu'ils sont écartés du butin. Ils seront privés de l'accès à de précieux minerais, aux riches terres agricoles et au marché de la reconstruction d'un pays détruit. Les relations entre les États-Unis et les pays européens ont toujours été des relations entre puissances inégales luttant sans pitié pour accaparer les marchés.

Le revirement américain en Ukraine prend les Européens à contre-pied. Mais l'objectif de Trump est le même que celui de Biden : assurer l'hégémonie américaine sur le monde. Les moyens pour y parvenir changent, au gré de l'évolution des rapports de forces.

Depuis trois ans, les États-Unis ont trouvé de multiples avantages à prolonger cette guerre, menée avec la peau des Ukrainiens et des Russes : ventes massives d'armes, test de leur matériel, mainmise sur les ressources du pays, affaiblissement des oligarques russes. Cette guerre leur a aussi permis d'affaiblir les capitalistes européens, privés du gaz russe et contraints de réorganiser leurs marchés.

Si, aujourd'hui, Trump lâche les dirigeants ukrainiens, ce n'est ni parce qu'il est fou ou sous l'emprise de Poutine ni parce qu'il voudrait apporter coûte que coûte la paix dans le monde. C'est parce que, après trois années de guerre, l'impérialisme américain fait ses comptes.

Alors que le front en Ukraine n'évolue guère, que les cartes ont été rebattues au Moyen-Orient par les coups de l'armée israélienne, Trump et sa bande estiment utile de faire la paix avec Poutine. Ils veulent qu'il cautionne et participe à leur domination sur le monde, rôle que le Kremlin a joué de nombreuses fois dans le passé, en Asie, en Europe ou au Moyen-Orient.

Dans le renversement des alliances qui s'effectue sous nos yeux, dans ce bras de fer entre brigands, les travailleurs ne doivent pas serrer les rangs derrière leurs dirigeants politiques ou leurs généraux.

Qu'ils défendent la souveraineté nationale, une défense européenne ou le maintien d'une alliance avec les États-Unis, les politiciens qui se disputent le pouvoir sont tous d'accord pour défendre les intérêts des capitalistes. Quelle que soit l'option qu'ils adoptent, ils nous la feront payer, par des sacrifices financiers aujourd'hui, au prix du sang demain. S'opposer à l'avenir sanglant que le capitalisme nous prépare commence par refuser l'embrigadement derrière nos dirigeants et les sacrifices qu'ils nous promettent.

Nathalie Arthaud

## Budget de la Sécurité sociale : le compte n'y est pas

Le 17 février le projet de loi de financement de la Sécurité sociale a été définitivement adopté par le Sénat, par le biais de l'article 49.3. Bayrou a dû reculer sur certains points pour permettre au Parti socialiste et au RN de justifier leur refus de voter une nouvelle motion de censure.

On ne parle donc plus d'une « contribution de solidarité par le travail », c'est-à-dire des sept heures de travail supplémentaires non rémunérées, pour financer les dépenses croissantes liées au vieillissement de la population. La baisse des remboursements des médicaments et des consultations, déjà retirée par Barnier, n'est pas non plus réapparue dans le budget Bayrou.

Par contre les attaques contre les assurés n'ont pas disparu. Le fait que le remboursement des médicaments et des consultations ne baisse pas n'a

pas empêché les mutuelles d'annoncer des hausses de leurs tarifs. Et ce n'est pas la taxe sur les mutuelles que le gouvernement annonce à hauteur d'un milliard qui fera passer la pilule. De même les arrêts de travail seront moins couverts. La taxe dite « lapin », devant soi-disant « responsabiliser » les patients qui ne viennent pas à des rendez-vous médicaux, a été adoptée. Le montant n'en est pas encore fixé mais il est certain que cette taxe ne résoudra pas, comme il est prétendu, le problème des déserts médicaux. Enfin de nouvelles taxes sur les sodas et édulcorants rapporteront 400 millions d'euros.

Ce budget de la Sécurité sociale n'a en tout cas pas de quoi convaincre ceux qui travaillent dans le domaine de la santé. L'annonce d'un milliard de plus pour les hôpitaux a permis, entre autres, d'obtenir la non-censure du PS, mais cela reste

bien insuffisant. Il faudrait beaucoup plus quand 80 % des hôpitaux publics sont en déficit, sans parler de ceux comme l'Institut Montsouris de Paris, établissement privé à but non lucratif, qui vient d'être placé en redressement judiciaire.

Le gouvernement a ainsi fait adopter en 2025 un budget de la Sécurité sociale de 666 milliards d'euros mais avec un déficit de 22,1 milliards. Il entonne déjà l'air du « trou » à combler et des « réformes structurelles » qu'il faudra mettre en œuvre... pour le budget 2026. Cela annonce de nouvelles économies aux dépens des salariés sous prétexte de recettes. Et pourtant, l'argent ne manquerait pas si on prenait sur les importantes exonérations de cotisations patronales, sur le budget de l'armée en hausse constante, ce dont, pour Bayrou et Macron, il n'est jamais question.

## Retraites : nouvelle attaque en préparation

La Cour des comptes devait publier, jeudi 20 février, un rapport financier commandé en urgence par le gouvernement Bayrou pour « éclairer le conclave » censé réunir depuis janvier patronat et syndicat pour débattre des retraites.

Menée en quinze jours, l'enquête n'était pas très approfondie. Mais Bayrou avait fixé ses exigences : annoncer un déficit de plusieurs dizaines de milliards d'euros, bien au-delà des 15 milliards prévus par le Conseil d'orientation des retraites (COR) à l'horizon 2030. Devant le Parlement, en janvier, Bayrou était allé jusqu'à évoquer un déficit de 55 milliards d'euros.

Pour obtenir le chiffre de déficit souhaité, Bayrou veut qu'on y intègre une partie des versements de l'État aux caisses de retraites, ce qui revient à changer la façon habituelle d'établir les comptes du système de retraite.

Pouvoir annoncer un déficit « abyssal » grâce à cette manipulation comptable permet d'alimenter une campagne dans l'opinion pour préparer de nouvelles attaques contre les retraites. Les discours sur la nécessité d'une dose de retraite par capitalisation vont dans le même sens. Avec un tel point de départ, le conclave risque donc de n'être qu'une entrée en matière pour tenter d'imposer de nouveaux reculs aux salariés, alors

même que les effets catastrophiques de la dernière réforme ne se font pas encore sentir pleinement.

C'est d'autant plus choquant que les profits des grands groupes ont explosé ces dernières années. L'argent ne manque pas qui permettrait aux anciens de partir à un âge raisonnable et avec des retraites suffisantes pour vivre dignement. Il n'y a aucune raison d'accepter de tels reculs.



## Retailleau, Darmanin, Ménard : délires xénophobes

Dans la course à l'abjection raciste en vue de raffler des médailles électorales, la bataille à coup de boules plus puantes les unes que les autres fait rage entre les Retailleau, Darmanin et autres notables de droite et d'extrême droite.

Cette fois, le choix a porté sur la tentative de rendre illégal le mariage quand un des futurs époux est en situation irrégulière. Alors que la seule compétence d'un maire consiste à vérifier le consentement des futurs époux, Ménard, maire de Béziers et coutumier des provocations d'extrême droite, a refusé, en toute illégalité, de célébrer un mariage entre une Française et un Algérien dépourvu de titre de séjour. Convoqué par le tribunal correctionnel, il a refusé de reconnaître sa culpabilité et déclaré qu'il n'accepterait jamais une sanction qui

irait au-delà du symbolique.

Voici un maire, donc officier de police judiciaire, qui affirme ne pas respecter la loi et conteste d'avance toute condamnation. Cela lui a valu les acclamations de ses supporters frontistes, chacun espérant bénéficier de l'aura médiatique, ne serait-ce qu'un court instant.

Ce mépris ouvert de la loi et cet appel à la désobéissance civile auraient logiquement dû faire réagir Darmanin, le ministre de la Justice, qui s'est fixé pour mission de lutter contre le « laxisme » de celle-ci. Mais lui-même a au contraire donné son absolutection à Ménard en déclarant que son gouvernement était favorable, non à l'application mais à la modification de la loi.

Évidemment, Retailleau, ministre de l'Intérieur, s'est empressé de féli-

citer le Ménard hors-la-loi. En réalité, au nom de la lutte contre les « mariages blancs », l'obsession policière et préfectorale va déjà jusqu'à inspecter la vie privée des époux quand l'un est de nationalité étrangère afin de vérifier, pour la simple délivrance d'un titre de séjour ou d'une décision de naturalisation, s'il y a vraiment « communauté de vie » depuis le mariage.

Dans la débauche xénophobe actuelle, il ne s'agit plus pour ces tristes compères de vérifier la vie commune mais de l'interdire à ceux qui ne sont pas en règle. Que ce délire aboutisse ou non à une nouvelle législation, il contribue déjà à empoisonner le quotidien, à pourrir la vie de centaines de milliers de travailleurs sans papiers et de leurs conjoints.

## Vie chère à La Réunion : GBH est bien responsable !

**Accusé par le journal Libération de « profits suspect », de « marges exorbitantes », le Groupe Bernard Hayot, propriétaire de Carrefour à La Réunion réplique. Son directeur des magasins Amaury de Lavigne jure la main sur le cœur que GBH n'est pas responsable de la vie chère à La Réunion .**

Si GBH n'est pas le seul responsable, il y contribue fortement !

Entre août 2023 et août 2024, sur un panier de 20 articles, le ticket de caisse chez Carrefour a grimpé de 5,80 %. Par exemple, le prix du café

Grand Mère a pris 4,60 %, celui de la moutarde Amora, 13,04 %, le prix de la purée Mousseline 47,62 % !

Même des produits du bouclier qualité-prix censé apporter du pouvoir d'achat aux consommateurs, n'échappent pas à une hausse tarifaire, comme le lait Viva (+ 0,83 %) ou encore la crème fraîche Yoplait (+5,29 %).

Mais pour GBH, ce ne sont pas des marges abusives. À en croire Amaury de Lavigne, la lutte contre la vie chère serait même son « *boulot de tous les jours* ». Il se lèverait « *tous les matins pour essayer de baisser les prix* » ! (*Le Quotidien* du 24 février

2025).

La « *seule solution à la vie chère* » serait la « *continuité territoriale* », c'est-à-dire que l'État « *efface* » les coûts d'acheminement liés à la distance entre La Réunion et la métropole. Donc ce serait encore au consommateur de payer !

Bien sûr, il ne viendrait pas à l'esprit du directeur de ce groupe qui a fait 227 millions de bénéfice en 2023 dans le monde, entre 10 et 12 millions d'euros rien que sur les trois principaux magasins Carrefour de l'île, « d'effacer » les dividendes versés aux actionnaires !

## Le bouclier-qualité-prix n'est pas une protection contre la vie chère

Alors que la Région va supprimer ou réduire à 6,5 %, voire à 5 % le taux d'octroi de mer d'une vingtaine de produits du bouclier-qualité-prix à partir du 1er mars pour soi-disant « contribuer au pouvoir d'achat et à la lutte contre la vie chère », GBH annonce que « *la tendance n'est pas à la baisse des prix* ».

La Région a beau multiplier les aides indirectes aux capitalistes de la

grande distribution ou directes comme les cadeaux faits à Run Market, ceux-ci ne baissent pas leurs marges pour autant. Ils restent maîtres de leurs prix et maîtres de l'économie.

La seule façon de leur faire rendre gorge c'est que les travailleurs rentrent en lutte pour imposer la hausse...des salaires !



## Leclerc : maxi profits issus d'une exploitation maximum des salariés

Avec un taux de rentabilité de 20 %, largement supérieur à celui de leurs homologues de l'hexagone, les grandes enseignes commerciales de La Réunion (Carrefour, Runmark, Leclerc, Leader Price) ne sont pas à plaindre.

Mais cela ne suffit pas à certains

de ces capitalistes qui en veulent toujours plus. Tel est le cas de Pascal Thiaw-Kine propriétaire des 16 Leclerc de La Réunion, qui s'est entêté à vouloir obliger ses salariés à travailler les dimanches après midi et lundi matin alors que cette pratique est interdite depuis 1966 par un arrêté

préfectoral.

Il a été condamné pour cela à une amende de 40 000 euros pour avoir fait travailler 177 de ses salariés, les privant ainsi de leur repos dominical.

Pan sur le bec !

## CISE : Après les coupures d'eau pour cause de sécheresse, les coupures pour fortes pluies !

Les habitants de Saint-André ont subi récemment de nouvelles coupures d'eau, mais cette fois-ci après plusieurs jours de précipitations pluvieuses.

Les habitants excédés ont demandé des comptes à la CISE à qui la mairie a attribué la Délégation de Service Public en la matière et à la CIREST. Il leur a fallu plusieurs jours pour obtenir des explications sur l'absence d'eau dans les robinets... de la part d'une autre société, Énergies Réunion, qui exploite elle aussi la prise d'eau de Bras des Lianes.

Pour cette société, c'est l'encombrement des brises charges du système de by-pass alimentant la canalisation amenant l'eau à l'usine de potabilisation de Dioré qui serait en cause. Mais ce que rajoute cette

société de plus important, c'est que « Ces dernières années, lors des crues, les brises charges de by-pass se retrouvaient fréquemment obstrués avec des matières premières et des déchets végétaux ».

Qu'est-ce que cela veut dire ? Que ce type d'incident n'a rien de surprenant, mais était récurrent et connu aussi bien de la CISE que de la CIREST dont les dirigeants n'ont pas bougé le petit doigt jusqu'à aujourd'hui en faisant l'impasse sur les désagréments que cette gabegie entraîne pour la population.

À l'heure où la CISE ne cesse d'augmenter ses prix, où la CIREST et les communes n'arrêtent pas de leur côté d'augmenter leurs taxes, la population de Saint-André est effectivement en droit de leur demander des comptes et d'exiger que les travaux



nécessaires soient lancés au plus vite pour pouvoir enfin bénéficier quotidiennement d'une eau potable.

Quant au sous-préfet, représentant de l'État, prétendu représentant des intérêts supérieurs et vitaux de la population, qu'attend-il pour mettre la pression sur élus et patrons pour que l'eau surgisse à nouveau dans les robinets ?

## Sidelec : patrons et responsables pris les mains dans la prise !

Suite à une enquête du Parquet National Financier, quatre patrons (dont ceux des entreprises Bourbon Lumière et Testoni) travaillant en sous traitance pour le Syndicat Intercommunal d'électricité du Département de La Réunion (SIDELEC), ont été condamnés à des amendes de plusieurs centaines de milliers d'euros et à l'interdiction de gérer leurs entreprises pour leur participation au truquage des marchés de l'électrification des communes en novembre 2024 et février 2025.

Ils avaient établi avec les dirigeants du SIDELEC « une entente anticoncurrentielle entre entreprises, se mettant d'accord sur des prix qua-

siment au triple de ceux estimatifs pour proposer des offres parfaitement alignées lors du renouvellement de lots visant à électrifier les zones les plus reculées de La Réunion ». (Oltre Mer la Première du 17 février 2025)

Le procès ne s'arrête pas là et le président du SIDELEC, Maurice Gironcel, maire PCR de Sainte-Suzanne et son adjoint, sont convoqués pour les mêmes raisons devant la justice à Paris en mai 2025.

Voilà qui en dit long sur les combines crapuleuses que patrons et élus mettent sur pied à longueur d'années pour augmenter encore leurs prédatons sur la société.

Le seule antidote à ces pratiques serait que les travailleurs et la population se donnent le pouvoir d'exercer dans toutes les entreprises leur contrôle et leur droit de regard sur l'argent qui y entre et qui en sort. Hors de cela, point de salut !



Maurice Gironcel

## **Automobile : les travailleurs doivent refuser de lier notre sort à celui de leurs exploiters !**

Après les premières années d'engouement pour les voitures électriques, encouragé par les aides gouvernementales et régionales, la vente de ces véhicules s'effondre partout dans le monde. Il y a bien sûr plusieurs raisons à cela. Leur prix d'abord bien supérieur aux véhicules thermiques, le coût du changement des batteries, le prix du courant, le manque de bornes de recharge rapide. De jour en jour le nombre des potentiels acheteurs va en s'amenuisant.

En France, l'État et les régions confrontés à la politique de baisse

du déficit public affiché par le gouvernement réduisent donc leurs subventions à l'achat de ces véhicules. La région Réunion vient, elle, d'annoncer sa décision d'appliquer l'octroi de mer aux voitures électriques qui en étaient jusqu'à présent exemptés.

Voilà qui montre bien l'anarchie qui règne dans la société capitaliste. Une société qui zigzague avant tout au gré des intérêts du moment des capitalistes en l'occurrence, à La Réunion, ceux des concessionnaires automobiles qui réalisent des fortunes en commercialisant ce type de

produits.

Déplorant la baisse des ventes de voitures électriques, le président du Syndicat de l'Importation et du Commerce de La Réunion (SICR), Philippe Alexandre Rebboah, brandit la menace de procéder à des licenciements plutôt que de réduire ses profits.

Souhaitons que ceux qu'il menace utilisent... toute leur énergie pour lui faire ravalier ses paroles et ses sales projets !

## **Intelligence artificielle : des sacrifiés par millions**

**Le développement de l'intelligence artificielle n'aurait pas lieu sans la surexploitation d'un grand nombre de nouveaux prolétaires qui, seuls, permettent à ces systèmes de fonctionner.**

Un reportage de France 2 intitulé « Les sacrifiés de l'intelligence artificielle » a rendu publiques des informations confidentielles des grandes compagnies engagées dans ce secteur. Les prolétaires qu'on appelle les data-workers existaient avant que l'on parle d'intelligence artificielle, mais ils sont à présent entre 150 et 430 millions, selon la Banque mondiale.

Ces travailleurs subissent une surexploitation et des cadences force-

nées pendant dix heures par jour, faites de gestes répétitifs, destinés à sélectionner des milliers de données qui sont ensuite traitées par des ordinateurs géants. Ils subissent une dictature, car ils sont astreints au secret sous peine de poursuites, voire de prison, s'ils révèlent ce qu'ils font à qui que ce soit, parmi leurs proches. Ils ont l'interdiction d'adhérer à un syndicat. Les salaires atteignent à peine 200 dollars par mois pour un travail pouvant aller jusqu'à 60 heures par semaine.

L'IA est une opportunité pour les compagnies de l'informatique qui peuvent accumuler des milliards de surprofits. Mais c'est aussi une force de travail qui est gaspillée à grande échelle. Car, dans des pays

condamnés au sous-développement par l'impérialisme, combien d'équipements pourraient être construits grâce au travail utile de ces centaines de millions de travailleurs ? Et quand la technologie aura vraiment avancé, on peut se demander quel sera le sort de ces galériens modernes, promis au retour à la misère.

La classe ouvrière mondiale, et en premier lieu celle des pays riches, doit considérer ces travailleurs comme des sœurs et des frères d'exploitation. Dans le monde capitaliste, la barbarie accompagne toujours ce qui pourrait être, dans une autre société, un progrès incontestable.

## **Dépenses militaires : la paix des cimetières**

Juste avant de partir rencontrer Trump, pour, paraît-il, parler de la paix en Ukraine, le Premier ministre britannique a annoncé une augmentation du budget de la défense. De 77 milliards d'euros en 2024, les dépenses militaires passeraient à 93 milliards en 2027.

Cette annonce vient après celle du chancelier allemand nouvellement élu qui évoquait la création d'un fond

de 200 milliards d'euros pour booster les capacités militaires de l'Allemagne. Macron n'étant pas en reste en « sonnant le tocsin » pour augmenter encore les budgets militaires.

Plus les dirigeants impérialistes parlent de paix, plus ils préparent la guerre.



## Pétrole en Guyane : Valls en mode Trump

**Redevenu ministre après une abstinence de huit longues années Manuel Valls n'avait pas encore fait parler de lui. C'est désormais chose faite avec sa proposition d'aller chercher du pétrole au large de la Guyane, quitte à passer outre la loi Hulot de 2017.**

Valls se plie ainsi à la mode initiée par Trump consistant à chercher du pétrole partout et à annuler toutes les lois et dispositions à vocation écologiste prises précédemment. En l'occurrence la loi Hulot de 2017 prétendait mettre fin à toutes les recherches d'hydrocarbure sur le territoire français. En y regardant de plus près elle autorisait en fait tous les projets en cours jusqu'à 2040 et était assortie de nombreuses dérogations. Parmi celles-ci, figurait l'autorisation donnée à Total de prospecter au large de la Guyane. Du pétrole fut

bien découvert, mais trop loin et trop profond pour que son extraction soit rentable. Total y renonça en 2019, pour des raisons financières bien plus que sous le coup de la loi Hulot ou des protestations des écologistes.

Cependant, depuis lors, des gisements très rentables ont été mis en exploitation dans les pays limitrophes de la Guyane française, le Brésil au sud, le Suriname et le Guyana, au nord. De plus, il y a actuellement une spéculation sur les énergies fossiles, elle-même liée à la spéculation sur l'Intelligence artificielle, grosse consommatrice d'électricité. Valls, ministre des Outre-mer, répercute donc les frétillements de tous ceux qui, en Guyane et en métropole, flairent la bonne affaire. Et de dérouler les habituels mensonges des prometteurs de fortune.

L'exploitation de pétrole au large

de la Guyane française respectera la nature et l'environnement, affirme Valls. Ce serait bien la première fois sur cette planète et sous cette classe capitaliste ! Pour la population guyanaise, le pétrole serait un pactole, dit le ministre, prenant l'exemple du Guyana voisin qui connaît un boom économique. Mais celui-ci concerne surtout l'exploitant Exxon Mobil, beaucoup moins l'État qui ne perçoit que 2 % de redevance et pas du tout la population qui reste dans sa misère.

En fin de compte, Total décidera, ou non, de forer au large de la Guyane en fonction de ses seuls intérêts. Les questions essentielles ne seront pas posées : que souhaite la population, en Guyane et au-delà ? De quelle quantité d'énergie, utilisée à quelles tâches, l'humanité a-t-elle réellement besoin et comment la produire proprement ?

## Essais nucléaires français : retombées coloniales au Sahara

Soixante-cinq ans après le premier essai nucléaire français dans le Sahara, le 13 février 1960, les autorités algériennes ont annoncé la préparation d'une « *loi criminalisant le colonialisme français en Afrique* ». Elles visent en particulier les conséquences des essais nucléaires menés par la France dans le désert algérien.

Entre 1960 et 1966, la France a mené 17 essais dans le Sahara algérien, les poursuivant même après l'indépendance de 1962. Encore aujourd'hui, des débris d'avions et de tanks et, surtout, des déchets radioactifs, qui ont une durée de vie de 24 000 ans, polluent cette zone du désert.

L'Algérie estime à 30 000 le nombre de personnes ayant subi les conséquences de ces essais. Le nombre exact de victimes n'est pas connu, car s'il est certain que les déchets et poussières radioactives provoquent des cancers et des malformations congénitales, la

France n'a jamais ni organisé de suivi médical, ni mené d'enquête sérieuse, ni même fourni à l'Algérie de cartes précises des zones touchées.

En 2007, Sarkozy avait accepté la mise en place d'un comité algéro-français pour recenser les sites pollués et proposer un plan de réhabilitation, mais il n'a abouti à rien. En 2014, sous Hollande, un nouveau groupe de travail fut créé, sans plus de résultat. Un Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires en Polynésie et en Algérie a bien été lancé en 2010, mais un seul Algérien, sur 1 739 dossiers déposés, a réussi à obtenir une indemnisation.

La remise en lumière actuelle de ce scandale par l'État algérien s'inscrit dans le contexte des tensions diplomatiques entre les deux pays, depuis la reconnaissance par Macron de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. Ainsi, à l'occasion du 65e anniversaire du premier essai, l'Assemblée nationale algérienne a organisé une journée d'étude sur les

« crimes nucléaires » français. Les dirigeants algériens réclament que la France fournisse toutes ses archives, qu'elle décontamine entièrement les sites touchés et indemnise les victimes.

Ce serait la moindre des choses. Mais le refus des gouvernements français de rendre des comptes ne fait qu'illustrer leur mépris colonial persistant envers la population algérienne.



Fayez

## J.D. Vance et l'UE : deux styles pour des politiques semblables

**Vendredi 14 février, à l'ouverture de la conférence de Munich sur la sécurité, le discours du vice-président américain, J.D. Vance, a provoqué l'indignation des représentants européens.**

Ce forum annuel réunit le gratin de la diplomatie internationale, en particulier de l'OTAN, de l'Union européenne et de la Chine. Les chefs d'État, ministres, et ambassadeurs présents sont bien plus habitués aux ambiances feutrées et à la langue de bois diplomatique. Mais le compare de Trump, lui, n'a pas mâché ses mots. Il a reproché aux dirigeants européens de ne plus défendre des « valeurs démocratiques communes ». Vance n'a pas eu à chercher bien loin pour citer l'annulation de l'élection

en Roumanie, suite à la victoire d'un candidat populiste pro-Poutine qui ne plaisait pas à l'Union européenne. Et, de fait, cette annulation a été présentée comme une victoire de la démocratie par les dirigeants occidentaux.

J.D. Vance adopte le langage brutal de la nouvelle administration américaine. Il a dans son viseur la taxe sur les services numériques – ex-taxe « GAFA » –, conçue pour faire payer les géants américains du secteur, Google, Amazon, Meta et Apple en particulier. Cette taxe a rapporté 277 millions lors de sa création en 2019, 680 millions en 2023, et 756 millions en 2024. Même si elle est dérisoire par rapport aux gigantesques profits de ces entreprises, le vice-président américain veut obtenir son retrait. Il a donc dénoncé les

« excès » de la réglementation sur les réseaux sociaux, qui étoufferaient selon lui la liberté d'expression, mieux vaudrait dire la liberté d'expansion des géants américains de la tech.

Les dirigeants européens, qui se montrent si choqués par le style de J.D. Vance, font en fait exactement la même chose pour défendre les intérêts de leurs patrons nationaux. Ils ont cependant l'habitude d'agrémenter cette défense d'un vernis fait de discours sur le droit et la démocratie. Au fond, ce qu'ils reprochent au vice-président américain est d'avoir fait voler ce vernis en éclats, et avec lui, le voile d'hypocrisie et le mensonge dont ils habillent leurs petits calculs.

## Europe-États-Unis : petits et grands brigands



L'annonce par Trump d'un accord avec Poutine a eu tout d'une gifle pour les dirigeants européens. Le vice-président américain, J.D. Vance, y ayant ajouté des quasi-insultes lors de la conférence de Munich sur la sécurité, Macron a organisé en urgence lundi 17 février un mini-sommet pour permettre aux dirigeants européens de sauver la face.

Tout aussi cynique que Trump, Macron n'a invité à Paris que huit pays européens, ceux qu'il estime « capables et volontaires » pour assurer la sécurité du continent. Si la Grande-Bretagne était présente alors qu'elle a quitté l'UE, tous les pays de l'Est à l'exception de la Pologne, y compris les voisins immédiats de l'Ukraine, ont été snobés. Pas plus

que Trump, Macron n'a daigné inviter Zelensky ou d'autres responsables ukrainiens pour discuter du sort de leur pays.

La préoccupation des dirigeants européens est qu'ils risquent d'être mis à l'écart du partage du butin, de l'accès aux matières premières, aux riches terres agricoles et au marché de reconstruction d'un pays détruit par trois ans de guerre.

Sans surprise, aucune décision concrète n'est sortie de ces palabres tant les États européens sont sans moyens face aux États-Unis et divisés entre eux. Ils ont certes discuté de l'hypothèse d'envoyer des troupes européennes en Ukraine « pour garantir sa sécurité face à la Russie », ce qui serait un moyen de revenir

dans le jeu. Mais si Macron et le britannique Starmer se disent prêts à envoyer des troupes, les dirigeants allemands et polonais l'excluent s'il n'y a pas « un engagement total des États-Unis ».

La seule chose sortie de ce sommet, c'est que chaque pays est invité à augmenter encore son budget militaire, et que Von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a proposé de sortir ces budgets du calcul des déficits publics. Les milliards supplémentaires pour les bombes enrichiront les banques et manqueront pour les écoles ou les hôpitaux.

Ces tergiversations reflètent une réalité économique, politique et militaire : face au puissant impérialisme américain, il n'y a pas une bourgeoisie européenne avec un État central mais des capitalistes allemands, français, italiens et autres, en concurrence entre eux, appuyés sur des États rivaux, ayant chacun sa stratégie, son calendrier, son armée. La guerre en Ukraine n'a pas réduit ces rivalités, elle les a exacerbées. Et elle a renforcé les industriels américains au détriment des capitalistes européens.



## EDF Réunion : les vœux intéressés du chef de centre

En ce début d'année le chef de centre EDF fait sa petite tournée des popotes pour faire part de ses vœux qui, pour lui, doivent se confondre avec les objectifs de la direction tels que « se préparer au tout électrique » et mettre en route « l'accueil unique dans les agences ».

La généralisation du tout électrique, voilà un objectif pour le moins surprenant ... au moment où le centre se retrouve obligé de procéder à des coupures tournantes pour cause de production insuffisante et supplie les usagers de s'abstenir d'utiliser le courant la journée et de reporter leurs consommations la nuit !

Quant à la fusion des différents accueils existants actuellement (consommateurs domestiques, entreprises, raccordements) en une seule agence, elle ne vise qu'à instaurer encore plus de polyvalence pour maquiller les absences dues à des arrêts maladie provoqués notam-



ment par une charge de travail insupportable. Ce projet ne vise qu'à amplifier la politique d'économies sur la masse salariale menée depuis des décennies par le centre. L'effectif de ce dernier a d'ailleurs régressé de plusieurs dizaines en quarante ans alors que le nombre des usagers a lui fortement augmenté.

Comme d'habitude le directeur d'EDF Réunion a joué du miroir aux

alouettes avec quelques promotions, laissant de fait la majorité des agents sur le bord de la route.

Pas étonnant puisqu'il a de tout temps fait preuve de mépris pour les travailleurs d'EDF en leur prêchant l'abstinence salariale pour que lui et ses semblables récoltent le mérite sonnante et trébuchante de faire accepter toujours plus de sacrifices aux agents et à la population.

## Mensonges et chiffres bidonnés

À propos de sacrifices imposés à la population, il faut mettre au compte d'EDF Réunion la fermeture de toutes ses agences au public depuis le déclenchement de l'épidémie de Covid.

Ce sont les personnes les plus pauvres et les plus âgées qui sont concernées et lésées par ces fermetures. Mais la direction d'EDF n'en a cure et affiche, pour tenter de faire taire les agents indignés, un taux de satisfaction clientèle de plus de 90 %.

Comme on dit, un taux de satisfaction que ne renierait pas n'importe quel régime dictatorial !

## IA façon patronale, pas très intelligent tout ça !

EDF Réunion a commencé à utiliser une forme d'intelligence artificielle. Elle a installé au sein de son système informatique ce qu'elle appelle « le robot expert » qui est censé se charger d'apporter automatiquement les modifications voulues sur le contrat des abonnés.

Ainsi sur certains pavés, le robot modifie la fiche abonné ou d'autres éléments, mais il est limité car il

n'est pas capable de corriger ses propres erreurs.

La direction avait présenté aux agents cet automatisme comme un allègement de leur tâche. Il se traduit au final par un surplus de travail pour corriger

La technologie oui, mais pas d'accord si c'est pour nous faire tourner en bourrique !

## À EDF rien d'impossible !

En 2024, EDF a réalisé un bénéfice jamais atteint dans le passé : 11,4 milliards d'euros !

En augmentation de 14 % sur 2023.

Voilà qui devrait lui permettre d'atteindre un certain nombre

d'objectifs qu'elle avait abandonnés depuis des années : baisser le prix du kilowatt, embaucher, augmenter les salaires de ses agents au même rythme que les prix et rouvrir ses agences au public !

## ÉTATS-UNIS

### Trump et Musk en guerre contre les travailleurs

Trump a commencé son second mandat par des expulsions d'immigrants, en faisant de ceux-ci des boucs émissaires. Mais, avec son compère, le milliardaire Elon Musk, il cible également des dizaines de milliers de fonctionnaires fédéraux. Ils ont déjà contraint 75 000 employés fédéraux à un départ négocié, sous peine d'être licenciés sans indemnité. Ils licencient tous les employés les plus récents, soit, au bas mot, 200 000 autres travailleurs, et ils ont déclaré vouloir ne remplacer qu'un départ sur quatre à l'avenir.

Personne n'a élu Musk, le chef du ministère de l'Efficacité gouvernementale (DOGE). Tous les travailleurs savent que, quand un patron parle d'efficacité, cela signifie licencier et faire faire le travail par des effectifs moindres. Dans le cas du gouvernement fédéral, cela implique

aussi des coupes dans les services publics.

Certains des travailleurs ciblés sont des infirmières et du personnel dans les hôpitaux pour anciens combattants. D'autres travaillent dans la santé mentale, l'aide sociale et la recherche médicale. D'autres sont les employés d'organismes censés s'occuper de sécurité au travail, de pollution et de protection des consommateurs ; ces agences ont déjà des moyens limités, qui seront encore réduits. Et puis il y a ceux qui travaillent dans les programmes de sécurité sociale, d'assurance santé pour les plus pauvres (Medicaid) et les retraités (Medicare), où des coupes drastiques ont déjà eu lieu, et où les choses vont encore se dégrader.

Par le passé, les administrations démocrates comme républicaines ont

procédé à des coupes. Sous Bill Clinton, il y eut 400 000 emplois fédéraux supprimés. En proportion de l'emploi total dans le pays, leur effectif est au plus bas depuis 1940.

Certains travailleurs fédéraux ont organisé des manifestations et des protestations, mais les fonctionnaires ne sont qu'une petite partie de la classe ouvrière. Des millions d'autres travailleurs sont confrontés aux mêmes attaques contre leurs emplois et leur niveau de vie et ils ont les mêmes raisons de se battre. Les travailleurs des usines et des autres entreprises sont au centre même de l'ensemble de l'économie capitaliste et cela leur confère un certain pouvoir. Il serait suffisant pour écarter les Trump, les Musk et toute l'arrogance des capitalistes et pour construire une société qui profite à tous.

## INDE

### Les travailleurs de Maruti-Suzuki mobilisés

Le 5 janvier, 3 500 travailleurs intérimaires licenciés par le plus grand constructeur automobile indien, Maruti-Suzuki, se sont rendus depuis les États du Rajasthan, de Bihar, de Jharkhand et d'Orissa vers la ceinture industrielle de Gurgaon-Manesar, près de Delhi.

Ces travailleurs venaient assister à un meeting organisé par le Maruti-Suzuki Non-Permanent Workers' Union, le syndicat des travailleurs non permanents de Maruti-Suzuki, récemment créé. Les travailleurs des usines voisines et d'anciens travailleurs permanents de Maruti étaient également présents.

Le nouveau syndicat réclame la création de 30 000 emplois pérennes

dans les quatre usines de l'entreprise, une augmentation de 40 % des salaires pour les travailleurs intérimaires et une compensation de la différence de salaire entre travailleurs permanents et intérimaires pour chaque mois de travail dans l'usine.

Maruti définit en effet huit niveaux différents de travailleurs : les permanents, trois niveaux d'intérimaires, deux niveaux de travailleurs occasionnels, des apprentis et des « étudiants », les salaires des apprentis et des « étudiants stagiaires » étant payés par le gouvernement. Les travailleurs non permanents représentent 83 % de la main-d'œuvre et perçoivent moins d'un cinquième du salaire des travailleurs

permanents.

Le gouvernement local et la direction de Maruti s'inquiètent manifestement d'une répétition de la période de 2011-2012, lorsqu'il y avait eu une grève sur le tas et une occupation pour forcer l'entreprise à reconnaître un syndicat indépendant et à réintégrer les travailleurs intérimaires licenciés. À l'époque, des grèves de solidarité avaient rassemblé jusqu'à 100 000 travailleurs. Cependant, peu de temps après la grève, des travailleurs avaient été accusés d'avoir tué un directeur ; la police et des agents de sécurité privés avaient été déployés à l'intérieur de l'usine. Plus de 500 travailleurs avaient été licenciés.

Pour l'instant, l'entreprise a obtenu une injonction interdisant toute manifestation dans un rayon de 500 mètres autour de l'usine. La

question cruciale est de savoir si cette dernière lutte, exigeant « à travail égal, salaire égal » et des emplois permanents à Maruti réussira à

mobiliser les travailleurs permanents de l'usine et, en outre, si elle s'étendra à d'autres lieux de travail dans la région.

## MAURICE

### Le retour de l'engagisme à Maurice = aggravation de l'exploitation

Afin de faire face à ce que le patronat et le gouvernement mauricien appellent « le manque de main d'oeuvre », le ministre de l'agro-industrie, Arwin Boolell, et les capitalistes de l'industrie sucrière ont décidé de faire appel à la main d'oeuvre indienne.

1000 ouvriers agricoles vont être recrutés en Inde sous des contrats d'engagement de trois ans renouvelables. Mais le patronat, en veut plus. Il milite pour qu'ils soient portés à dix ans.

Si le patronat mauricien ne trouve pas dans l'île les travailleurs dont il a besoin, c'est parce qu'il leur impose des salaires et des conditions de travail de misère. En effet le SMIC mensuel mauricien plafonne aujourd'hui 15 000 roupies, soit 310 euros. Celui-ci n'augmente pas alors que les prix des marchandises ne cessent de grimper.

Jenny Chane, la présidente d'une association d'entrepreneurs de la télécommunication déclarait récemment qu'« il est essentiel d'avoir des travailleurs dont le coût est raisonnable » et donc d'embaucher des travailleurs indiens ou malgaches plutôt que des Mauriciens.

Arassen Chinan, membre, lui, d'une association de PME mauricienne fait part cependant de son angoisse qu'il formule en ces termes : « *Les nouveaux venus toléreront-ils pendant des années de vivre dans des dortoirs ?* » - sous entendu avec la menace d'être réquisitionnés à tout moment pour répondre aux besoins de la production et sous la surveillance de la chiourme patronale !

Un membre d'une association patronale agricole s'empresse de le rassurer : « *Les travailleurs étrangers présentent plusieurs avantages, notamment leur disponibilité à travailler tous les jours !* ».

Indiens, Népalais, Chinois, Malgaches, les travailleurs immigrés sont aujourd'hui 42 700 à se faire exploiter dans les champs, dans les usines textiles des zones franches mauriciennes, dans la restauration et le tourisme pour le plus grand profit des patrons mauriciens et de leurs commanditaires américains et européens.

Maurice a connu l'esclavage depuis la colonisation française de 1715 à 1810, puis anglaise de 1810 à 1835. Le pays a ensuite connu l'engagisme organisé par les Anglais qui

y ont fait venir 700 000 engagés indiens de 1835 à 1917.

Aujourd'hui, en 2025, la bourgeoisie mauricienne décide donc de réintroduire ce système, accompagné d'amendes qui empêchent les engagés de regagner leurs pays d'origines au terme de leurs contrats et d'humiliations en tout genre.

Les travailleurs mauriciens et les travailleurs engagés ont les mêmes exploiters.

Il est plus que temps qu'ensemble ils en finissent avec le capitalisme, ce système qui ramène les travailleurs plus d'un siècle en arrière !



## MAYOTTE

### Mobilisation de travailleurs contre la délinquance

Mercredi 19 février, les 200 employés du collège Bakari Kuzu de Dzoumogné (Nord Est de Grande Terre) ont décidé de se mettre en grève suite à l'agression dont le principal de leur établissement avait été victime le week-end précédent. Sa voiture avait été incendiée et son

logement de fonction attaqué par des voyous.

Ils ont décidé d'exercer leur droit de retrait et de ne pas reprendre le travail tant que l'État n'aura pas mis en place des mesures destinées à les protéger de ces agressions.

Ils ont entièrement raison, l'État

français et tous les gouvernements qui se sont succédé depuis des décennies sont en effet les principaux responsables du sous équipement, du sous développement de Mayotte et la délinquance des jeunes désœuvrés n'est que le corollaire de cette politique !

## Une aide insuffisante et qui est détournée

**Plus de deux mois après le passage dévastateur du cyclone Chido, le torchon brûle entre les élus locaux mahorais et l'État. Alors qu'ils se renvoient la balle à propos du détournement de l'aide alimentaire, la situation est toujours dramatique pour une grande majorité de la population.**

Un article du journal *Le Monde* daté du 14 février a révélé ce que beaucoup dénonçaient depuis de nombreuses semaines sur l'île : ils ne voient pas la trace des colis et ils soupçonnent les élus de les détourner à des fins clientélistes. Cela n'est nullement une nouveauté à Mayotte mais la misère accentuée par le passage de Chido rend ces détournements encore plus révoltants.

L'association des maires de Mayotte a fait savoir que ces derniers n'organiseraient plus les distributions. Pour se défendre, ils ont souligné que l'État français n'envoyait pas suffisamment d'aide. Et, en effet, si le préfet se vante que 300 tonnes de nourriture ont été acheminées depuis le 14 décembre, cela représente moins d'un kilo par habitant, depuis plus de deux mois ! Et pour l'eau potable, dont le manque se fait cruellement sentir, les 100 000 litres par jour annoncés, dont une bonne partie part au marché noir, correspondent à deux verres d'eau par habitant. Manuel Valls, ministre des Outre-Mer, joue aux vierges effarouchées en se demandant où est passée l'aide « dans le dernier kilomètre », mais c'est vraiment l'hôpital qui se moque

de la charité ! Les élus locaux ne sont là que des profiteurs à la petite semaine, à côté d'un État qui se croit quitte en distribuant des aumônes.

À propos des distributions conditionnées à la présentation d'une pièce d'identité, le même Valls a osé les critiquer, disant que « sur l'urgence vitale et l'aide alimentaire, il ne peut y avoir de discrimination ». Or son gouvernement, par la voix du préfet, a conditionné par exemple l'achat de tôles pour reconstruire les maisons à la présentation d'une pièce d'identité. C'est aussi son gouvernement qui a refusé d'envoyer des secouristes dans les bidonvilles rasés par Chido, abandonnant les survivants. Et c'est l'État français qui discrimine depuis des décennies, organisant rafles et déportations, séparant les familles et rendant la vie impossible à plus de la moitié de la population. Alors, en matière de discrimination, les élus locaux ne peuvent que se sentir encouragés par cette politique révoltante de l'État, faite d'attaques incessantes contre tous ceux qu'il considère comme des étrangers à Mayotte.

Suite au discrédit des élus, l'État a trouvé d'autres relais locaux. Le préfet a annoncé qu'à partir de la fin du mois de février, au début du ramadan, les distributions seraient faites dans les mosquées. Cela ne garantit en rien que l'aide soit équitablement partagée, mais seulement que les imams, promus meilleurs gardiens de l'ordre établi, répartiront les colis insuffisants avec une autorité renforcée et à leur guise.

Face à cette situation révoltante,

la population ne peut compter que sur elle-même. Dockers, travailleurs de la logistique, des supermarchés, habitants des quartiers populaires auraient les moyens de s'organiser pour contrôler l'acheminement et la répartition. Pour en finir avec la pénurie, ils pourraient imposer que les stocks alimentaires vendus à prix d'or par les magnats de la grande distribution, Hayot comme Sodifram, soient réquisitionnés et distribués gratuitement. Ce sont des mesures vitales que l'on ne peut attendre ni du préfet ni des maires, ni des imams.

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282

Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Audios-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)